

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 ORLÉANS

ORLÉANS, le 17/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS**

76 rue d'Amsterdam  
75009 Paris

Références : n°498/2023 - VAT2030546  
Code AIOT : 0010001108

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS implanté Le Bois Poisson 45400 SEMOY. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DEPOTS DE PETROLE D'ORLEANS
- Le Bois Poisson 45400 SEMOY
- Code AIOT : 0010001108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société DPO exploite des activités de stockage d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de SEMOY.

Le dépôt est autorisé à stocker une quantité de liquides inflammables de catégorie C de 59 000 m<sup>3</sup> (soit environ 49 560 tonnes) répartie sur 5 bacs, eux-mêmes répartis sur deux cuvettes de rétention (A et B).

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. L'expédition est réalisée par pipeline via le dépôt de Saint-Jean-de-Braye. Le dépôt pétrolier exploité par la société DPO à SEMOY est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 août 2015 autorisant la société DPO à poursuivre l'exploitation de son établissement et portant mise à jour de la situation administrative et des prescriptions applicables à cet établissement.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPO ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

Le site est soumis à autorisation et est classé Seveso seuil haut au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature des installations classées par dépassement direct du seuil de 25 000 t.

Le site est soumis à garanties financières.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la précédente visite d'inspection ;
- Suivi des eaux souterraines ;
- Point 2 du SGS : Identification systématique des risques d'accident majeur.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                         | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Fonctionnement de la défense incendie | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 7.8.8 | Susceptible de suites administratives                                                                      | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 30 jours              |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                     | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Réserves en eau                       | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 7.8.4   | Susceptible de suites administratives                                                                      | Sans objet        |
| 4  | Prélèvement d'eau en nappe par forage | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 4.1.3.2 | /                                                                                                          | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 5  | Débit des pompes de forage         | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 1.2.1   | Susceptible de suites administratives                                                                      | Sans objet        |
| 6  | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.2.1.2 | /                                                                                                          | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                          | Référence réglementaire                                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Alerte mairie SEMOY                                        | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 1.2.3             | Susceptible de suites administratives                                                                      | Sans objet        |
| 7  | Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance  | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.3.2             | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 8  | Bilan annuel d'activités                                   | Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.4.1.            | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 9  | Mise en place d'un Système de Gestion de la sécurité (SGS) | Code de l'environnement du 26/09/2023, article L515-40      | /                                                                                                          | Sans objet        |
| 10 | Identification systématique des risques d'accident majeur  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1, point 2 | /                                                                                                          | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à un test sur les couronnes d'arrosage des cuves, la vanne de la cuve n°4 ne s'est ouverte qu'à 30% engendrant l'absence de débit d'eau dans la couronne en question. Une intervention humaine a été nécessaire pour débloquer la vanne. La défense incendie du site se doit d'être fonctionnelle à 100% et en permanence. Une intervention urgente a d'ores et déjà été demandée par l'exploitant à son sous-traitant et des mesures compensatoires mises en place pour garantir le fonctionnement de la couronne en attendant l'opération de maintenance.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alerte mairie SEMOY

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 1.2.3                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alerte mairie SEMOY                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] En cas de force majeure, l'exploitant prévient dès que l'information lui est disponible la mairie de SEMOY, les gestionnaires des équipements sportifs situés à proximité (hall de tennis, gymnase, dojo) et la préfecture. Les dispositions sont prises dans la mesure du possible par DPO pour remédier à cette situation.[...] |
| <b>Constats :</b><br>Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### N° 2 : Réserves en eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 7.8.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves en eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement dispose d'au moins deux réserves en eau constituées au minimum de 1 800 m <sup>3</sup> et 3 000 m <sup>3</sup> avec réalimentation possible à partir d'un forage dans la nappe phréatique via une pompe immergée de 150 m <sup>3</sup> /h. Le transfert de la réserve de 3 000 m <sup>3</sup> vers celle de 1 800 m <sup>3</sup> se fait au moyen d'une pompe de 500 m <sup>3</sup> /h. |
| <b>Constats :</b><br>[C1] L'exploitant doit justifier le débit réel des pompes de transfert d'eau de la réserve d'eau de 3000 m <sup>3</sup> à celle de 1800 m <sup>3</sup> (pompes situées dans le local transfert).                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

### N° 3 : Fonctionnement de la défense incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 7.8.8                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement de la défense incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Afin de permettre une mise en œuvre rapide et adaptée au sinistre, le système de défense contre l'incendie est entièrement commandable : <ul style="list-style-type: none"><li>- à distance à partir du local de surveillance de l'exploitation du dépôt ;</li><li>- depuis la centrale incendie du dépôt ;</li><li>- depuis le local DCI du dépôt ;</li><li>- à distance à partir du local de surveillance visé à l'Article 7.3.1.1. du présent arrêté.</li></ul> A chaque scénario visé dans le plan d'opération interne est associée une commande permettant la mise en service programmé des moyens fixes (pomperies, proportionneurs, vannes, déversoirs, couronnes).<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><b>[C2]</b> La couronne de refroidissement du bac n°4 n'est pas fonctionnelle.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 30 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

#### N° 4 : Prélèvement d'eau en nappe par forage

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 4.1.3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvement d'eau en nappe par forage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] L'ouvrage doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection. Le volume d'eau prélevé annuellement est indiqué sur un registre tenu à disposition des services de contrôle. |
| <b>Constats :</b><br>[C3] L'exploitant n'a pas effectué d'inspection périodique sur le forage depuis 2012.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 5 : Débit des pompes de forage

|                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 1.2.1                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, forages                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Débit des pompes : 150 m3/h                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br>[C4] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les débits réels des pompes du forage d'alimentation de la réserve incendie.                                                       |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                  |

**N° 6 : Surveillance des eaux souterraines**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.2.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>Le dispositif de surveillance est constitué d'au minimum de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) implantés à partir d'une étude hydrogéologique. Ces ouvrages sont réalisés suivant la norme AFNOR FD-X-31-614. Ils sont convenablement protégés contre les risques de détérioration et doivent permettre les prélèvements d'eau sans altération du milieu et des échantillons. Ils doivent être maintenus d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé. [...] |
| <b>Constats :</b><br>[C5] Certains piézomètres sur site ne sont pas cadenassés.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 7 : Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.3.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Sans préjudice des dispositions de l'article R 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit un rapport annuel de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au Chapitre 8.2 : du présent arrêté. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au Chapitre 8.1 : du présent arrêté, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans et lui est adressé avant la fin de chaque année. |
| <b>Constats :</b><br>Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |



## N° 8 : Bilan annuel d'activités

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/08/2015, article 8.4.1.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bilan annuel d'activités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Conformément au code de l'environnement, l'exploitant adresse au Préfet un bilan annuel d'activités, au plus tard le 31 mars de l'année suivante. Ce document reprend en particulier les points suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;</li><li>- le bilan du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) ;</li><li>- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;</li><li>- le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques.</li></ul><br>L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site (CSS) de ses installations et ce, dans un délai d'un mois avant la réunion de cette commission. |
| <b>Constats :</b><br>Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

## N° 9 : Mise en place d'un Système de Gestion de la sécurité (SGS)

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/09/2023, article L.515-40                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise en place d'un Système de Gestion de la sécurité (SGS)                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>« L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité. » Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement.<br><br>« L'exploitant tient à jour ce système. » |
| <b>Constats :</b><br>Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

## N° 10 : identification systématique des risques d'accident majeur

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1, point 2                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Point 2 du SGS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.<br>Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés. |
| <b>Constats :</b><br>Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Observations :</b> <i>Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.</i>                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |